

Elargir les conquêtes socialistes pour briser la contre-révolution

Alger, le 9 juin 1964.

MALGRE l'appui de l'impérialisme, la contre-révolution ne semble guère avoir de chances de s'étendre, pour le moment du moins.

Mais si cette subversion est moins puissante que les radios étrangères voudraient le laisser entendre, et quelle que soit l'importance des moyens enfin mis en œuvre pour la combattre, c'est à la racine que le mal subsiste et qu'il s'agit de le couper. Il faut s'attaquer à sa base sociale fondamentale : les gros propriétaires ruraux et les éléments bureaucratiques et néo-colonialistes retranchés dans les appareils administratifs et étatiques.

C'est par la réalisation de la nouvelle Réforme Agraire qu'on pourra porter un coup réel à la base sociale de la contre-révolution, et, par la même occasion, ouvrir une perspective aux quelques 1 million 200.000 fellahs et paysans sans terre qui restent, envers et contre tout, la base de masse de la Révolution. Celle-ci a besoin de leur soutien, et, pour les entraîner dans son sillage, elle doit leur apporter quelque chose de concret. Si elle n'y parvenait pas dans les semaines qui viennent, alors, les chances de l'opposition contre-révolutionnaire pourraient devenir plus sérieuses.

Lors d'une récente réunion, le Comité central du Parti a envisagé, dans le cadre de l'épuration et de la lutte contre la bureaucratie, la préparation des futures élections municipales, liées à la restructuration

du Parti. Quand on sait que la majorité des mairies, restent des corps réactionnaires où subsistent trop souvent les méthodes sinon les hommes de l'époque coloniale, on comprend l'importance de ces élections. Aussi font-elles trembler beaucoup de personnes en place, et pour les réaliser, surtout d'une façon entièrement démocratique, il faudra lever beaucoup d'obstacles.

On sait que le secteur autogéré industriel, sur une totalité de plusieurs milliers d'entreprises industrielles établies en Algérie, en regroupe environ 450. Sur ce nombre, 30 % concernent le bâtiment ; 25 % appartiennent au secteur alimentaire ; 4 à 5 % sont véritablement des usines de base, comme les Verreries d'Afrique du Nord et l'usine métallurgique Acilor. Le reste est composé d'unités de production semi-artisanales. Le secteur autogéré occupe quelque 10.000 travailleurs, soit environ 12 % de l'ensemble des travailleurs de l'industrie.

Une des difficultés majeures de ce « secteur socialiste », comme le dit le programme adopté par le Congrès du secteur industriel, c'est « l'existence d'un secteur privé puissant contrôlant dans une large mesure l'importation des matières premières, les circuits de distribution et le crédit. Le secteur socialiste ne livre pas une bataille contre l'amorce d'un capitalisme national qui serait au stade de la grande fabrique, il doit faire front contre l'organisation des trusts et les accords de

cartel, contre un impérialisme qui a voulu, notamment par le plan de Constantine, construire ses forteresses et perpétuer sa domination économique. »

Pour lutter contre ce secteur capitaliste, la Révolution algérienne peut naturellement s'appuyer sur la lutte de classe qui se développe en son sein. Et les travailleurs des entreprises capitalistes comprennent qu'ils doivent trouver les moyens de venir en aide au « secteur autogéré » et préparer l'avènement du socialisme. Ils ont su retrouver les armes les plus efficaces que le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés a forgées, à travers des dizaines d'années de lutte et d'expérience, à travers une série de luttes revendicatives se développant souvent jusqu'à la grève, ils ont su mettre en avant un mot d'ordre d'une très grande importance, celui du **contrôle ouvrier**.

Dans le cadre actuel de la lutte du peuple algérien pour la Révolution Socialiste, ce mot d'ordre prend évidemment tout son sens révolutionnaire. Dans un rapport de force défavorable au capitalisme et au néocolonialisme, par le contrôle ouvrier, les travailleurs peuvent non seulement faire front contre les tentatives des capitalistes de saboter ou d'entraver le développement de l'économie, mais surtout, ils peuvent se préparer de façon efficace à la gestion même de leurs entreprises. C'est dans cette perspective que le contrôle ouvrier prend tout son sens révolutionnaire.

Le caractère révolutionnaire du contrôle ouvrier semble avoir été compris par les quelque 250 travailleurs de chez Renault-Algérie, comme en témoigne une motion votée lors d'une assemblée générale de leur syndicat U.G.T.A. dont voici des extraits :

« Considérant que les mouvements qui ont éclaté ces dernières semaines aux GALERIES DE FRANCE, chez COLAS, chez NEYRPIG, chez DURAFOR, à la COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSI-

QUE et dans d'autres entreprises tendent tous :

1) A l'algérienisation, notamment des cadres.

2) A la formation professionnelle et générale.

3) A la promotion des travailleurs.

4) Et, d'une façon plus générale, au **CONTROLE, PAR LES TRAVAILLEURS, DE LA GESTION DES ENTREPRISES**, par l'intermédiaire des Comités d'entreprises.

Considérant que les travailleurs de RENAULT-ALGERIE ont engagé l'action pour les mêmes objectifs ; que ces objectifs ne sont pas démagogiques mais correspondent aux exigences de la construction du socialisme dans l'Algérie indépendante.

— Appelle à la solidarité et à l'action pour les mêmes objectifs les travailleurs des autres établissements RENAULT-ALGERIE, de BERLIET et, d'une façon plus générale, de toutes les entreprises publiques, semi-publiques ou privées, industrielles ou commerciales, du secteur non autogéré.

— Sollicite l'appui des Organisations du Parti et de l'U.G.T.A.

— Demande au gouvernement, et plus particulièrement aux frères BOUMAZA, ministre de l'Economie Nationale, et BEN BELLA, Président de la République, la promulgation d'un texte instituant le **contrôle ouvrier des entreprises non autogérées.**

Ainsi armés, et à la condition que cette lutte pour le contrôle ouvrier s'inscrive dans le cadre d'une dualité de pouvoir se développant vers la victoire complète de la Révolution, les travailleurs du secteur public, semi-public et privé pourront non seulement venir en aide à leurs frères de classe du secteur autogéré dans la voie qu'ils ont choisie, mais aussi faire un pas en avant considérable vers la réalisation des conditions de la construction de l'Algérie Socialiste !

Henri DUMOULIN.

Les camarades du P.O.U.M. ont bien voulu nous transmettre des informations de source directe sur les luttes récentes en Espagne.

Les événements qui se déroulent en Espagne depuis plusieurs semaines ont une grande portée. A l'heure actuelle, on peut affirmer sans risque d'exagérer que le mouvement ouvrier est en pleine phase de renaissance. Cette affirmation peut paraître trop optimiste à ceux qui ne suivent pas jour après jour l'évolution de la situation. En effet, les grandes agences d'information et la presse bourgeoise en général ne fournissent que des informations partielles, incorrectes et souvent même sciemment déformées.

LE 1^{ER} MAI AU PAYS BASQUE

Au Pays Basque, le 1^{er} mai a eu cette année un caractère vraiment exceptionnel. La manifestation ouvrière de Bilbao a été bien plus importante qu'on ne l'a généralement dit. Environ 60.000 travailleurs se rassemblèrent ce jour-là dans le centre de la ville manifestant ouvertement leur opposition au régime franquiste et au système capitaliste qu'il représente. Le centre de Bilbao fut occupé par les manifestants jusqu'à 13 h. 30. Le journal phalangiste « La Voz de España » avoue : « C'est à 13 h 30 que les manifestants furent dispersés ». Les forces de police chargèrent à plusieurs reprises, procédant aussi à de nombreuses arrestations. Un reporter de « Paris-Match », M. Dusarrat, qui avait pris des photos, fut arrêté par la police, mais immédiatement libéré par les manifestants. De nouveau arrêté il fut brutalement malmené au Commissariat d'Indautsu. Quand il demanda à voir le Consul français les policiers se moquèrent de lui et l'insultèrent. Libéré 48 heures plus tard, M. Dusarrat se rendit à Saint-Sébastien où il fit un compte rendu de son arrestation au Consul de France. Cependant ni « Paris-Match » ni aucun journal français n'ont donné jusqu'à présent aucune information à ce sujet.

Contrairement à ce qui a été écrit dans plusieurs journaux, la manifes-

En Espagne, mobilisation ouvrière contre Franco LES ASTURIAS DONNENT ENCORE L'EXEMPLE

tation de Bilbao a eu un caractère nettement ouvrier. Les manifestants réclamaient la liquidation des syndicats franquistes et la liberté syndicale ; ils criaient aussi : « A bas le capitalisme » et « A bas la dictature ».

Quant à la manifestation de Saint-Sébastien, moins importante, elle rassembla cependant des travailleurs de plusieurs villes industrielles de la province de Guipuzcoa.

Le 1^{er} mai 1964 a été à Bilbao une véritable journée de lutte, sans précédent dans le combat antifranquiste. Pour la première fois, des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue et ont crié pendant des heures leur hostilité à la dictature et au régime capitaliste. Cette journée a eu un énorme écho dans tout le pays, et en particulier aux Asturies.

LE MOUVEMENT DE GREVE AUX ASTURIAS

Le nouveau mouvement de grève des travailleurs des Asturies est l'aboutissement de toute une série de luttes partielles — grèves sur le tas, diminution du rendement, grèves ouvertes — qui ont commencé en mars et se sont poursuivies pendant tout le mois d'avril. Début avril, des militants des Asturies qui animent le mouvement laissent prévoir un mouvement plus vaste : « L'exemple de 1962-1963 — écrivaient-ils — a servi, c'est ainsi que des grèves éclatent maintenant dans des endroits ou même pendant des époques de liberté Il n'y avait pas eu de mouvements ouvriers. C'est le cas de Penarroya. L'attitude des ouvriers de Penarroya a servi d'exemple aux travailleurs de l'usine Moreda-Gijon, qui ont débrayé pour obtenir des meilleurs salaires... Peut-être pourrions-nous vous parler bientôt d'autres mouvements qui se préparent

depuis plus de six mois (depuis la dernière grève du bassin minier), car le mécontentement est général : les mineurs, les métallurgistes, tous les ouvriers se plaignent du décalage entre les salaires et les prix. Les Asturies donneront de nouveau l'exemple ».

C'est ce qui est arrivé. Le nombre de travailleurs en grève dépasse 50.000. L'arrêt de travail est presque total dans les mines, mais les mineurs ne sont pas seuls. Les métallurgistes de Moreda-Gijon, de Duro-Felguera et d'autres entreprises les ont rejoints dans la lutte.

Un ministre franquiste vient de déclarer que la grève des Asturies est une « grève politique chimiquement pure ». Il est faux de prétendre que les mineurs n'ont pas présenté de revendications. Depuis 1963, ils réclament une amélioration radicale de leurs conditions de travail et de salaire et une législation qui protège réellement les sillicosés. Mais il est vrai que les travailleurs des Asturies ne se limitent plus à des revendications de type économique. Cette fois-ci, ils demandent avec plus de force que jamais la liquidation des syndicats franquistes, la liberté syndicale et la reconnaissance du droit de grève. En fait, les mineurs et les métallurgistes des Asturies luttent ensemble contre les entreprises minières, l'Etat franquiste et le régime capitaliste.

Les sanctions prises contre les grévistes — suppression du salaire correspondant à 15 jours de travail à Moreda-Gijon, fermeture des puits et des usines, annulation de tous les droits acquis, arrestations, interrogatoires et emprisonnement — n'ont donné aucun résultat. Le front ouvrier est solide et compact.

ET LA CATALOGNE ?

Les regards des travailleurs des Asturies et du Pays Basque se tournent vers la Catalogne, qui a tou-

jours été un des bastions du prolétariat espagnol. Pour le moment, la Catalogne est en retard. Mais on peut espérer que ce retard sera rattrapé au cours des prochaines semaines.

La tentative d'organiser une manifestation devant la Maison des syndicats phalangistes le 1^{er} mai a échoué. Cependant, l'écho des grèves de Sagunto, Rio Tinto, Penarroya et des Asturies a créé une forte tension. Le 30 avril, des groupes clandestins ont tenté à Sabadell, de paralyser les transports publics, mais leur action n'a pas donné les résultats attendus. La police a effectué des arrestations, et pas seulement dans les milieux de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, comme l'a écrit la presse bourgeoise.

En ce qui concerne les étudiants, leur action contre le syndicat phalangiste est menée avec encore plus de vigueur qu'à Madrid. Les Facultés et les Ecoles Supérieures se sont prononcées à une forte majorité, et parfois à l'unanimité, contre la structure du S.E.U. et ont réclamé la liberté syndicale. Plusieurs étudiants ont été arrêtés ; 85 étudiants sont l'objet d'une procédure d'expulsion de l'université.

LA GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES DE CADIX

Plus de 15.000 ouvriers agricoles de Jerez de la Frontera, Sanlúcar de Barrameda et Puerto Santa María sont en grève pour obtenir une augmentation de leurs salaires. Les grands propriétaires ont fait arrêter de nombreux grévistes et ont loué des hélicoptères pour effectuer le sulfatage des vignes. Mais l'attitude des patrons a eu comme résultat de provoquer une extension du mouvement.

GREVES DE SOLIDARITE A BILBAO

La grève des travailleurs des Asturies a donné lieu à des manifestations de solidarité au Pays Basque. Le 14 mai, des arrêts de travail de plusieurs heures ont été organisés dans plusieurs entreprises, parmi lesquelles : Vasconia, Echevarria, Babcow et Wilcox.

2 juin 64.